

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1981)
Heft: 597

Rubrik: Point de vue

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Enfin, une «nouvelle politique des media!»

On attendait la conception globale des media: c'est la «nouvelle politique des media» qui est arrivée. On appelait M. Kopp et c'est M. Oswald qui a répondu. Pendant que la Commission fédérale hésite et se heurte à de nombreux obstacles, pendant que M. Schlumpf — malade de Radio 24 — attend et renvoie toutes les demandes de concession de radio et de télévision à plus tard, la maison Ringier nous donne une nouvelle preuve de son efficacité et de sa stratégie commerciale: elle vient d'annoncer qu'elle abandonne tout projet de radio locale et de télévision privée.

Rien de moins!

Cette «nouvelle politique des media» signifie donc que Ringier se retire du projet zurichois de radio locale Uetli, dont les autres promoteurs sont *Jean Frey SA*, *Tages-Anzeiger* et *Neue Zürcher Zeitung*; que Ringier dit non à une télévision par satellite, donc à TEL-SAT; qu'en revanche, Ringier «reconnaît» la SSR en tant qu'institution de monopole. Le président de Ringier, Heinrich Oswald, accepte, au nom des principes de l'économie de marché, la «division des tâches» entre l'Etat (radio et télévision) et l'économie privée (presse écrite). C'est aussi simple que cela!

UN SURSIS POUR LA SSR

Toutefois — et c'est là où la morale d'un éditeur comme Ringier éclate au grand jour — le «konzern» réexaminera sa position si une modification importante de l'ordre juridique et, par conséquent, de la situation de concurrence intervient.

Là, tout devient moins transparent et quelques mauvaises langues parlent déjà d'un certain oppor-

tunisme du plus grand éditeur suisse dont on n'a pas l'habitude de recevoir des cadeaux. En d'autres termes, les nouveaux et grands principes adoptés en matière de politique des media seront probablement valables jusqu'à l'année prochaine.

Est-ce suffisant pour que la SSR profite du sursis qui lui est accordé? Aurons-nous, avant le retour de Ringier à l'audio-visuel, une réservation officielle dans l'espace par la radio-télévision nationale?

Ce qui est à peu près sûr, c'est que le troisième programme publicitaire est à la porte. Il devrait diminuer le déficit des autres programmes et permettre à la SSR une nouvelle expansion par de nouveaux projets ambitieux.

Pour le moment, toute autre demande de concession est bloquée et la SSR, seule détentrice des intérêts publics et nationaux, continue à nous persuader que tout projet provenant d'autres milieux découle d'intérêts basement commerciaux qu'il faut absolument combattre.

LE CONTENTIEUX «BLICK»

M. Schürmann a exprimé sa satisfaction après la décision de M. Oswald de ne pas empiéter sur le terrain de la SSR. M. Oswald, de son côté, sera obligé de donner de nouvelles directives à son quotidien *Blick* qui, depuis des années, attaque systématiquement notre télévision. *Blick* vient d'annoncer qu'il continuera sa critique «tant que cela sera nécessaire». Ce ne sera donc plus nécessaire...

Ce *Blick* devient aussi encombrant pour la SSR que Roger Schawinski: il jette une ombre sur le traité de paix entre Ringier et la Radio-Télévision suisse; car les vieux souvenirs ne sont pas encore tout à fait effacés au Palais fédéral. Souvenez-vous: en 1960, le Conseil fédéral avait déclaré qu'avec l'apparition de *Blick*, Ringier avait créé un journal dont le contenu et la présentation s'opposaient totalement à la mentalité du peuple et la saine tra-

dition de la presse suisse. Le gouvernement fédéral regrettait, à l'époque, de ne pas disposer de moyens légaux qui lui permettraient d'intervenir dans ce domaine.

Aujourd'hui, il n'en a pas davantage, mais c'est l'éditeur de *Blick* qui lui permet de préparer le terrain pour les futures décisions à prendre. La SSR témoigne à Ringier sa profonde reconnaissance: *Blick*, *LNN* — on oublie le passé — *L'Illustré*, *Die Woche*, *L'hebdo*, etc., c'est pour Ringier, la radio publicitaire et la TV par satellite, c'est pour la SSR! On ne connaît pas encore le prix à payer, mais la facture sera probablement salée.

Il ne nous reste qu'à attendre la création de la «SSR-TV SAT», soit les troisième, quatrième et cinquième chaînes nationales. Fidèle à l'image directrice: «La SSR se donne pour tâche de servir l'individu et la société.» Quelle concurrence à l'horizon!

En attendant, à Genève, le parti socialiste a déjà vivement critiqué le Conseil d'Etat qui «semble un des plus favorables non seulement à l'abandon du monopole de la SSR, mais encore à la remise en mains privées de la plus grande partie des mass media.» Il est vrai que le gouvernement genevois a mis un peu plus d'imagination que les autres cantons dans sa prise de position à propos de TEL-SAT et de l'avenir de la télévision par satellite.

Au nom des principes idéologiques et dans l'intention de freiner l'évolution technique par des mesures juridiques, le parti socialiste défend le monopole de la radio-télévision. Il doit se réjouir: depuis quelques jours, sa position est activement soutenue. Par la maison Ringier.

Ernest Bollinger